

On l'a surnommé le « *Rocard grec* ». Il est vrai que Costas Simitis présente quelques points communs avec Michel Rocard. Outre une taille qui ne dépasse pas la moyenne, tous deux appartiennent à un parti socialiste dans lequel ils ont fait figure de « modernistes » face à deux chefs charismatiques – Andréas Papandréou, d'une part, François Mitterrand, d'autre part – qui tenaient à l'écart, voire sanctionnaient ces trublions. Mais quand le vieux chef est tombé malade, le

« *Rocard grec* » a réussi à s'imposer comme son successeur parce que son parti et son pays aspiraient à un profond renouvellement.

Pendant huit ans, Costas Simitis s'est efforcé, avec des succès mitigés, de mener une politique de modernisation. Après avoir accompli deux législatures complètes – une première depuis le retour de la démocratie en 1974 –, il va passer le flambeau à Georges Papandréou, le fils d'Andréas. Son départ volontaire est lui-même un signe de la modernisation de la vie

politique grecque. En arrivant au pouvoir, en 1996, il avait déclaré qu'il ne ferait que deux mandats. Il tient parole... encore qu'il aurait été peut-être moins pressé de s'écarter si les perspectives électorales avaient été meilleures.

Costas Simitis est né le 23 juin 1936 à Athènes, dans une famille de juristes. Son père l'envoie faire ses études de droit commercial en Allemagne, avec son frère Spiros, aujourd'hui président du Conseil national d'éthique allemand. Très tôt, il milite contre les gouvernements de droite et, quand les colonels prennent le pouvoir, en 1967, il milite au sein du groupe Défense démocratique, pour lequel il pose des bombes – « *des pétards* », dira-t-il modestement. En 1969, pour échapper à la police, il devient professeur en Allemagne, où il fait la connaissance d'Andréas Papandréou.

Il adhère au Pasok (Mouvement socialiste panhellénique) en 1974. Selon la ligne officielle du parti, il est alors hostile à la construction européenne, mais se prononce « *pour l'Europe des peuples contre celle de Bruxelles* ». Dans le premier gouvernement Papandréou, en 1981, il est ministre de l'agriculture et, à ce titre, négocie les aides aux paysans de la Grèce, qui vient

d'entrer dans la Communauté européenne. Après une nouvelle victoire en 1985, Andréas Papandréou lui confie le ministère de l'économie. Deux ans plus tard, c'est la rupture. Le chef du gouvernement refuse la remise en cause de l'échelle mobile proposée par son ministre. Costas Simitis s'en va. Il reviendra de temps à autre, tout en préparant la relève avec la jeune génération.

Elu président du parti et premier ministre en janvier 1996, il se fixe quatre objectifs qu'il poursuit méticuleusement, entreprenant une chose après l'autre, selon le principe que cet homme timide, emprunté mais têtu, suit en toutes circonstances : appliquer la politique de convergence de Maastricht pour que la Grèce puisse adhérer à la monnaie commune dès 2002 ; moderniser l'administration et les entreprises publiques ; développer les acquis sociaux ; redéfinir la politique étrangère. Les écarts de revenus se sont creusés et les mœurs politico-financières n'ont pas fondamentalement changé, mais le premier et le dernier objectif ont été atteints. Costas Simitis laisse à son successeur un pays européen au cœur des Balkans.

D. V.